

je
MANGE
donc je
VOTE

**S'ASSURER QUE TOUS SONT À LA
TABLE**



**FSC
RAD**

Food
Secure
Canada
Réseau
pour une alimentation
durable

QU'EST-CE QUE JE MANGE DONC JE VOTE?

Je mange donc je vote est une campagne non partisane qui rassemble des membres de la communauté vivant d'un océan à l'autre pour échanger avec les candidats fédéraux en vue des prochaines élections. Ce document d'information, ainsi que les autres documents d'information politique, est basé sur Accroître la résilience et l'équité, le plan d'action en matière de politique alimentaire du Réseau pour une alimentation durable. Ce document s'appuie sur l'analyse et les propositions politiques des acteurs locaux du mouvement alimentaire et s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Cette page met en évidence les intersections entre les enjeux politiques et les ODD.

CONTEXTE : S'ASSURER QUE TOUS SONT À LA TABLE

En juin 2019, la ministre Bibeau a lancé la toute première Politique alimentaire pour le Canada¹. Tout en saluant cette politique comme un premier pas important, et encouragé par sa vision et ses principes ambitieux, le Réseau pour une alimentation durable a été déçu par son budget initial modeste et ses mécanismes de programmation limités.²

Puis, après des années de plaidoyer collectif, le gouvernement fédéral a annoncé la création du Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada (CCPAC), qui s'est réuni pour la première fois le 4 mars 2021. Il s'agissait d'un moment clé pour le mouvement alimentaire canadien, avec la nomination d'un organe indépendant, multipartite et présentant une certaine diversité de voix, chargé de conseiller la ministre sur la mise en œuvre de la politique alimentaire. Le nouveau Conseil compte 22 membres, dont des leaders du mouvement alimentaire, des organismes sans but lucratif, des universitaires, des professionnels de la santé, des agriculteurs, des transformateurs et des détaillants. Cependant, avec un seul membre autochtone et aucun budget pour soutenir la participation équitable de divers membres, le Conseil n'est pas encore équipé pour atteindre ses objectifs de représentation.

¹ Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada (Juin 2019) Une Politique alimentaire pour le Canada. Consulté au <https://www.canada.ca/fr/campagne/politique-alimentaire/lapolitiquealimentaire.html>

² Réseau pour une alimentation durable (juin 2019) Analyse de la politique alimentaire. Consulté au <https://foodsecurecanada.org/fr/politique-et-defense-des-droits>

CONTEXTE :

S'ASSURER QUE TOUS SONT À LA TABLE

Le Conseil consultatif a le potentiel d'encourager des progrès significatifs sur des questions complexes. Comme l'a déclaré Melana Roberts, présidente du RAD et membre du Conseil, "la politique alimentaire est une feuille de route vers une plus grande responsabilité et une plus grande participation du public dans la gouvernance des systèmes alimentaires. Nous avons désespérément besoin d'un leadership politique qui non seulement s'attaque aux niveaux croissants d'insécurité alimentaire, mais aussi fait progresser la justice raciale et la souveraineté alimentaire pour les peuples autochtones, les communautés noires et les groupes racialisés - qui sont touchés de manière disproportionnée par les lacunes de notre système alimentaire."

Malgré l'émergence du nouveau Conseil, les tables rondes et les tables stratégiques existantes de l'industrie représentant les intérêts privés dominant. Il sera important que le CCCPA se mette au travail pour actualiser la vision générale de la Politique alimentaire du Canada, et qu'il soit habilité à prendre part aux décisions politiques et à la conception des programmes en fonction du droit à l'alimentation du Canada et de ses autres obligations en matière de droits de la personne, ainsi que des objectifs de développement durable.

Outre le Conseil, il faudra développer et financer des espaces et des voies pour une participation plus large et plus profonde de la société civile afin d'apporter des contributions diverses et inclusives à l'élaboration de la politique alimentaire. Il est essentiel de veiller à ce que ceux qui sont confrontés de manière disproportionnée à l'insécurité alimentaire disposent des ressources nécessaires et soient entendus. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de tout le monde autour de la table pour guider l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique alimentaire cohérente et coordonnée dans l'intérêt du public.

CONTEXTE INTERNATIONAL

Il est également important de prendre en compte les dimensions internationales³ de la pandémie actuelle. La Covid-19 affecte les personnes et les systèmes alimentaires dans le monde entier. Selon le Programme alimentaire mondial, l'insécurité alimentaire aiguë a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans.⁴ Le 23 septembre 2021, quelques jours seulement après les élections fédérales, se tiendra le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Les organisateurs du sommet ont été fortement critiqués dès le départ pour avoir contourné les processus multilatéraux établis, tels que le Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale, en faveur d'une approche multipartite où les voix des grandes entreprises (par exemple, les entreprises d'intrants agricoles synthétiques) risquent d'éclipser celles des organisations de la société civile et des petits exploitants agricoles.^{5,6}

Il est essentiel que le Canada joue un rôle important sur la scène mondiale afin d'encourager le type de réponse globale⁷ qui permettra non seulement de répondre aux besoins alimentaires immédiats, mais aussi de construire des systèmes alimentaires plus résilients à long terme. Des politiques, programmes et approches cohérents et intégrés en matière de commerce, d'aide et de développement doivent être conçus pour soutenir spécifiquement les petits agriculteurs qui produisent plus de 70 % des denrées alimentaires dans le monde, et pour donner la priorité à une production alimentaire agroécologique à faible niveau d'intrants et d'émissions, qui aidera les producteurs et les transformateurs de denrées alimentaires à surmonter les chocs et les crises ultérieures. Plus largement, les agriculteurs et les communautés doivent être soutenus dans leurs efforts pour construire des réseaux et des systèmes alimentaires agroécologiques et résilients ancrés dans le territoire.⁸ La présence de tous les participants à la table nous rappelle qu'en fin de compte, nous sommes tous dans le même bateau. En défendant des politiques alimentaires saines, justes et durables, tant au niveau national qu'international, nous bâtissons un meilleur avenir alimentaire pour tous.

³ Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables IPES-Food (April, 2020) COVID-19 and the crisis in food systems: symptoms, causes, and potential solutions. Consulté au <http://www.ipes-food.org/pages/covid19>

⁴ World Food Program (21 April, 2020) COVID-19 will double number of people facing food crises unless swift action is taken. Consulté au <https://www.wfp.org/news/covid-19-will-double-number-people-facing-food-crises-unless-swift-action-taken>

⁵ Fakhri, M., De Schutter, O., & Elver, H. (2021, March 22). The UN food Systems Summit: How not to respond to the urgency of reform. Inter Press Service. <http://www.ipsnews.net/2021/03/un-food-systems-summit-not-respond-urgency-reform/>

⁶ Chaurette, E, & Yasmeen, G. (2021). It's time for Canada to show food policy leadership — at home and abroad. National Observer. Consulté au <https://www.nationalobserver.com/2021/07/08/opinion/canada-food-policy-leadership-at-home-abroad>

⁷ Rabinowicz J. and Settle M. (22 April 2020) COVID-19 is creating a [global] food crisis and Canada needs to respond (SeedChange). Consulté au <https://www.nationalobserver.com/2020/04/22/opinion/covid-19-creating-food-crisis-and-canada-needs-respond>

⁸ Union National des Fermiers et Via Campesina (17 Avril 2020) Cultivez, semez et récoltez des idées transformatrices pour l'avenir! C'est le moment d'exiger la souveraineté alimentaire. Consulté au <https://www.nfu.ca/fr/till-sow-and-harvest-transformative-ideas-for-the-future>

PRIORITÉS POLITIQUES

- Doter le Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada de ressources suffisantes et lui donner les moyens de participer aux décisions politiques et à la conception des programmes en fonction du respect du droit à l'alimentation, des autres obligations en matière de droits de la personne et des objectifs de développement durable, ainsi que de concrétiser la vision globale de la politique alimentaire du Canada;
 - Donner la priorité à une approche " rien pour nous, sans nous " pour l'élaboration de la politique alimentaire, en développant et en finançant des canaux pour s'assurer que les voix de la société civile au-delà du CCCPA, surtout celles qui sont les plus marginalisées par le système alimentaire actuel, soient incluses dans les conversations politiques ; et
 - Harmoniser les politiques alimentaires nationales et internationales (aide, commerce et développement) du Canada, en donnant la priorité aux approches de souveraineté alimentaire, en soutenant les petits producteurs et transformateurs et en encourageant la production agroécologique d'aliments à faible niveau d'intrants et d'émissions.
-

QUESTIONS POUR LES CANDIDAT.E.S

- Comment votre gouvernement collaborera-t-il avec le Conseil consultatif canadien de la politique alimentaire (CCCPA) et veillera-t-il à ce que cet organisme dispose des ressources dont il a besoin pour faire son travail et assurer la pleine participation de divers membres?
- Au-delà du CCCPA, comment votre gouvernement veillera-t-il à ce que les diverses voix de la société civile soient présentes à la table pour l'élaboration d'autres politiques du gouvernement fédéral directement et indirectement liées à l'alimentation et aux systèmes alimentaires (par ex. santé, environnement, développement économique et social)?